

La revue parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

N°440/FÉVRIER 2022



Le Covid, nouvel arbitre de l'orientation

ISSN : 0293-0232 / 2,28€



SANTÉ

Le CBD,
un produit inquiétant ?

ÉDUCATION

Le ras-le-bol
des enseignants

SOMMAIRE

5 Instantanés
10 Nos coups de cœur

13

Dossier

Le Covid,
nouvel arbitre
de l'orientation

21

En pratique

ORIENTATION • L'imagerie
au service du soin

SANTÉ • Le CBD : un produit
apaisant ou inquiétant ?

PSYCHO • Encourager
leurs talents

ÉDUCATION • Le ras-le-bol
des enseignants

26

Décryptage

Semestres versus
trimestres

28

Regards croisés

BARBARA CASSIN/
CHRISTOPHE BENZITOUN

Faut-il défendre la langue
française ?

30

Initiative

De la classe Poulpe
à la classe Cinc !

32

Nos actions

34

Portrait

Laure Grandbesançon

édito

Rentrée 2022 : la colère monte dans les départements

« Après deux ans de pandémie, alors que l'école souffre d'un manque de personnel criant, le gouvernement continue à tailler dans le vif avec comme projet pour le service public d'éducation nationale une volonté de rentabilité, au détriment de la pédagogie et des conditions de travail des élèves. Ce sont plus de 400 postes d'enseignants qui seront supprimés à la rentrée scolaire dans le second degré, alors que le ministère essaie de faire croire à une augmentation des moyens d'enseignement. Cette soi-disant augmentation n'est due en réalité qu'à la réforme de la formation des enseignants. S'ils réussissent le concours, les enseignants stagiaires ne seront plus, en effet, à mi-temps mais à plein temps devant les élèves. Petit tour de passe-passe pour faire croire à une hausse « mécanique » des « moyens d'enseignement » sans toucher au nombre de postes. Ces recrutements au chausse-pied n'augurent rien de bon pour la suite, notamment en termes de remplacements des enseignants absents pour maladie ou formation.

Quant au premier degré, les fermetures de classes fleurissent au prétexte de la baisse démographique. Là encore, celle-ci a bon dos pour ne pas abonder un vivier de remplaçants inexistant.

Faisons-nous entendre en nous mobilisant massivement dans les établissements où nous

sommes parents d'élèves. Manifestez, tractez et opposez-vous à une nouvelle année de restriction pour l'école !



CARLA DUGAULT
Co-présidente
de la FCPE



NAGEATE BELAHCEN
Co-présidente
de la FCPE

Revue de la Fédération
des conseils de parents
d'élèves (FCPE) IO8, avenue
Ledru-Rollin, 75544 Paris
Cedex 11 • Tél. : 01 43 57 16 16 •
www.fcpe.asso.fr •
fcpe@fcpe.asso.fr

RÉDACTION

Directrice de la publication
et de la rédaction :
Carla Dugault • Responsable
de la revue : Laurence
Guillermou • Rédactrice en
chef : Alexandra Defresne •

Conception graphique :
CITIZENPRESS

Rédactrices : Michèle Foin,
Émilie Gilmer, Anne-Flore
Hervé, Marianne Peyri •
Infographie : David Lory •
Dessin p.34 : Bénédicte Govaert
• Crédits photos : iStock.

PUBLICITÉ

Mistral Média, 22 rue
Lafayette 75009 Paris •
Tél. : 01 40 02 99 00 •
mistralmedia.fr • Directeur
général : Luc Leherécy.

IMPRESSION

Direct impression •
26 bis Boulevard
de Beaubourg -
32, ZA Paris Est
77184 Émerainville

CPPAP : IO25 G 87187
Conformément à la loi n° 78
17 du 6 janvier 1978
informatique et libertés,
chaque adhérent, abonné,
assuré, dispose du droit
d'information, de
rectification et d'accès
auprès de la FCPE.

Restons
connectés !



Rendez-vous
sur le site
fcpe.asso.fr
pour s'abonner à la
Revue des Parents
au tarif de 6 €
(sans adhésion).

Suivez-nous
sur



fcpe.nationale



fcpe.nationale

Des questions ?
Écrivez-nous



fcpe@fcpe.asso.fr

Pages spéciales
départementales :
14, 42, 45, 79, 85, 87, 95.



Certifié PEFC
Ce produit est issu
de forêts gérées
durablement et de
sources contrôlées.
pefc-france.org



Instantanés

Une sélection d'infos pour vous accompagner

LOI

L'école inclusive, l'illusion



Alors que l'Éducation nationale a toutes les peines du monde à recruter des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), le 20 janvier 2022, à l'Assemblée nationale, la majorité a enterré la proposition de loi de la députée Michèle Victory (Ardèche), qui visait à lutter contre la précarité de leur statut, et celui des assistants d'éducation (AED). Le gouvernement refuse leur titularisation immédiate et de leur attribuer les primes REP/REP+. Vidé de son sens en commission, le texte voté renvoie à un décret qui fixera les conditions d'un passage en CDI pour les AESH au bout de trois ans et au bout de six ans pour les AED.

COOPÉRATION

SEMAINE DE L'ESS

Du 28 mars au 2 avril 2022, se déroulera la 6^e édition de la Semaine de l'économie sociale et solidaire (ESS) à l'école, dans toute la France.

Objectifs : développer la culture économique et citoyenne des élèves ; mettre en avant les actions de solidarité et de partage réalisées au cours de l'année scolaire.

semaineescole.coop



DÉRIVES

Alerte sur la méditation de pleine conscience à l'école

Avec une quinzaine d'organisations, dont des syndicats et associations de lutte contre l'emprise mentale, la FCPE a interpellé Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, dans un courrier en date du 17 janvier 2022 face à la généralisation de la pratique de méditation dite "de pleine conscience" dans les établissements scolaires.

Risques sur le développement psychique

« Nous vous avons alerté en juin 2021, ainsi que l'opinion publique, sur le projet d'initiation et d'expérimentation au sein des établissements scolaires d'une pratique appelée « méditation de pleine conscience » (MPC) proposée par un lobby ésotérique, et de ses risques sur des enfants, placés sous la responsabilité et la protection de l'Éducation nationale, rappellent les signataires. Si, suite aux

protestations exprimées par la Ligue des droits de l'Homme et les acteurs engagés contre les phénomènes sectaires, le projet dans sa forme initiale a été abandonné, nous avons été saisis de sa réapparition de façon maquillée depuis septembre dans plusieurs collèges avec la multiplication "d'ateliers de relaxation", d'exercices "de respiration, de méditation, de body scanning", à l'initiative des mêmes instigateurs."

Les signataires demandent au ministre de mettre fin sans délai à ces ateliers, « afin de refuser à la fois l'entrisme d'un groupe d'influence ésotérique des plus douteux dans l'Éducation nationale et d'une technique, la MPC, aux conséquences incertaines et potentiellement risquées sur le développement psychique des enfants ».



EN SAVOIR PLUS :
Internet.ldh-france.org



On en parle !

1.

GARDE D'ENFANT

En janvier, l'avance immédiate du crédit d'impôt services à la personne a fait son entrée en vigueur, sauf pour la garde d'enfant ! Dommage en période de rebond épidémique et de fermetures de classes. Explication de l'administration : « la complexité de la comptabilisation du cumul des aides de la Caisse des allocations familiales (CAF) et du crédit d'impôt »

2.

HANDICAP



Dans un communiqué le 18 janvier 2022, la FCPE a condamné fermement les propos nauséabonds d'Éric Zemmour, visant à stigmatiser et exclure de l'école les enfants porteurs de handicap et les enfants à besoins éducatifs particuliers. L'école est un droit garanti par la loi du 11 février 2005 relative à l'inclusion.

3.

VACCIN

Depuis le 25 janvier 2022, comme pour les 12-15 ans, l'accord d'un seul parent suffit pour vacciner les enfants de 5 à 11 ans contre le Covid-19. Une simplification décidée pour accélérer la vaccination de cette tranche d'âge.



CANNABIS

UN RISQUE PLUS ÉLEVÉ DE CHÔMAGE

Des chercheuses et chercheurs de l'Inserm et de Sorbonne Université se sont intéressés à l'âge de début de la consommation de cannabis et à son impact sur l'insertion professionnelle future des jeunes. Grâce à des données collectées sur un échantillon de 1 487 jeunes adultes qui ont été suivis sur une période de neuf ans, entre 2009 et 2018, ils ont identifié une association entre expérimentation précoce de la drogue et difficultés d'insertion professionnelle à l'âge

adulte. Les résultats suggèrent que les personnes qui ont initié leur consommation de cannabis à l'âge de 16 ans ou avant auraient environ deux fois plus de risque de vivre une période de chômage à l'âge adulte, que celles n'en ayant jamais consommé. « Reporter le plus tard possible les expérimentations de cannabis devrait être un objectif des politiques publiques », indique Maria Melchior, directrice de recherche à l'Inserm.

COLLECTIVITÉS

Achat des capteurs de CO2 dans les écoles

« Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a indiqué à plusieurs reprises qu'il considérait que l'achat de capteurs de CO2 pour les écoles relève de la compétence des collectivités locales et non de l'État. Cette lecture des compétences respectives de l'État et des collectivités locales est erronée et s'apparente à une manière inélégante, et décalée au regard des enjeux, pour l'État de se défaire de ses responsabilités. La politique de santé publique et la gestion de la crise sanitaire relèvent exclusivement de la compétence de l'État, comme cela a été rappelé à plusieurs reprises par l'exécutif. » L'Association des maires de France a répondu du tac au tac aux propos du ministre, critiqué pour sa gestion de la crise sanitaire dans les écoles, dans un communiqué le 14 janvier 2022. Les élus locaux précisent « qu'en faisant mine de s'étonner que les crédits disponibles ne soient pas consommés par les collectivités, le ministre oublie de préciser qu'aucune information d'ampleur n'a été faite par ses services auprès des collectivités ».



20
MILLIONS
D'EUROS

L'AMF demande que le fonds de financement soit suffisamment abondé pour garantir une compensation financière intégrale de ces achats aux mairies par l'État.



EN SAVOIR PLUS :
Internet amf.asso.fr

L'inquiétante détresse des enfants



ESSAI

#JEUNESSE

Pour le sociologue Camille Peugny, les jeunes Français affrontent une précarisation grandissante lors de leur entrée sur le marché du travail, et pourtant le pouvoir les ignore.

Dans un court essai *Pour une politique de la jeunesse*, il plaide pour des dispositifs universels protecteurs et émancipateurs, garantis et portés par l'État. La seule solution pour réduire l'intensité de la reproduction des inégalités, qui crée de la défiance, du pessimisme et du ressentiment.

Éd. du Seuil, 11,80 €.

RECHERCHE

L'école française produit-elle de la ségrégation ethnique ?

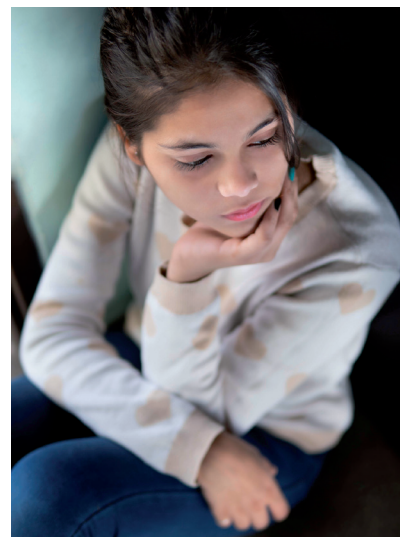
Dans une nouvelle note du conseil scientifique de la FCPE, Barbara Fouquet-Chauprade et Georges Felouzis, sociologues (Université de Genève), interrogent l'existence de ségrégation ethnique au sein de l'école française et, par là même, ses conséquences négatives sur les conditions de scolarisation des élèves. Plus marqués en zone urbaine et en lycée, renforcés par les stratégies des familles et de certains établissements eux-mêmes, les mécanismes ségrégatifs semblent ancrés dans les pratiques sociales. Ils affectent le parcours scolaire et l'orientation des élèves. Cependant, les données fiables pour mesurer l'ampleur de ce phénomène manquent encore, tant la question de la prise en compte de l'origine ethnique interroge le modèle social français.

Rubrique "Ce que disent les chercheurs" sur fcpe.asso.fr

Face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 sur la santé mentale, et en particulier celle des enfants et des adolescents,

Santé publique France a renforcé sa surveillance et lancé des études en population. À partir des passages aux urgences ou des consultations SOS Médecins, des bulletins hebdomadaires de surveillance de la santé mentale sont produits chaque semaine. Et ces données montrent depuis début 2021, une augmentation des passages aux urgences pour gestes suicidaires, idées suicidaires et troubles de l'humeur chez les enfants de 11-17 ans (niveaux collège, lycée) et dans une moindre mesure chez les 18-24 ans. Les enfants de 11-14 ans (niveau collège) étaient les plus impactés.

Une grande recherche nationale, Confeado, a été lancée en mai 2021 sur la manière dont les enfants et les adolescents âgés de 9 à 16 ans ont vécu le confinement dans le contexte épidémique du Covid-19. Les résultats ont fait ressortir une nette fracture sociale. Les enfants et les adolescents issus de familles plus vulnérables ont ressenti davantage de détresse psychologique. Au printemps 2022, Santé publique France lancera également Enabee, une



étude de santé publique visant à décrire le bien-être des enfants de 3 à 11 ans, leurs éventuelles difficultés émotionnelles et d'apprentissage, les facteurs associés ainsi que le recours aux soins. Cette étude concernera 500 écoles tirées au sort, près de 30000 enfants de la petite section de maternelle au CM2, ainsi que leurs familles et leurs enseignants.

+ EN SAVOIR PLUS : Internet.santepubliquefrance.fr

BAC 2022

Les épreuves de spécialité reportées en mai

Alors que les élèves de terminale de la voie générale devaient passer leurs épreuves de spécialité en mars,

personne ne savait jusqu'au 28 janvier à quelle sauce ils allaient être mangés ! Un manque d'anticipation ahurissant de la part du ministère de l'Éducation nationale après deux ans de crise sanitaire. Après une semaine de négociation, la FCPE a réussi à obtenir un report aux 11, 12 et 13 mai prochains. Ainsi, tous les sujets seront aménagés de façon à ce que chacun puisse disposer d'un choix de questions ou d'exercices. Les élèves bénéficieront de deux jours de préparation, la veille et l'avant-veille des épreuves, pour réviser leurs cours de spécialité avec leurs enseignants.

+ EN SAVOIR PLUS : Internet.education.gouv.fr



16

CONCERNANT L'ÉPREUVE

anticipée orale de français en première, le nombre de textes à présenter sera réduit à seize en voie générale et à neuf en voie technologique.

Nos coups de cœur

Expos sympas, films à voir, bouquins à lire, sites à visiter...
des idées **pour toute la famille** !



JO 2024

EN PISTE

Pour se préparer à la magie des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, le Comité régional du tourisme Paris Île-de-France invite les enfants à visiter virtuellement les lieux de compétition de Paris 2024 et à partir à la rencontre des athlètes français emblématiques de leurs sports.

Internet visitparisregion.com

APPLIS

Africatik

À connaître : la plateforme Africatik grâce à laquelle les familles ont accès gratuitement à un grand nombre d'applications et de jeux éducatifs de la maternelle à la 6^e pour les enfants vivant en Afrique, mais aussi pour ceux arrivés en France. En français et en anglais, mais surtout en malagasy, wolof, kikongo, lingala, swahili...

Internet africatik.com



© Mait Lucas

EXPOSITION

HIP-HOP 360

De NTM à Jul, l'exposition « Hip-Hop 360 » de la Philharmonie de Paris relate l'émergence d'une identité du hip-hop français qui s'est façonnée à partir du modèle américain. Un espace circulaire en son spatialisé - le 360 - permet l'immersion du visiteur au milieu des breakers, DJs, beatboxers et rappeurs...
C'est top !



philharmoniedeparis.fr
Jusqu'au 24 juillet 2022

SCIENCES

Les petites découvertes

Durant la première période de confinement, le Palais de la découverte a renforcé son offre en ligne avec son programme #LaScienceEstLà. Si vos enfants, à partir de 9 ans, n'ont pas encore visionné "Les petites découvertes", il est encore temps ! Des petites expériences à faire chez soi, très bien expliquées par les médiateurs.

Internet palais-decouverte.fr/fr/lascienceestla/



SÉRIE

UN MÈTRE VINGT

En Argentine, Juana, 17 ans, veut vivre sa première fois. Et ce n'est pas son fauteuil roulant qui va l'en empêcher ! *Un mètre vingt* révolutionne la représentation des corps "hors normes" à l'écran dans des scènes intimes à la fois pudiques et sensuelles. Vif et impertinent !

Internet Six épisodes de 15 mn. sur arte.tv

Petite Nature

CINÉMA

À Forbach, en Lorraine, Johnny, 10 ans, arrive dans son nouveau HLM avec ses poissons sous le bras, car sa mère vient de quitter son beau-père. Il est la fierté de la famille, plus mature que l'aîné et attentionné avec sa petite sœur. Il intègre la classe de M. Adamski, jeune enseignant arrivé de Lyon, qui décèle en lui une capacité à s'arracher de son destin social. Une prise de conscience

délicate pour l'enfant, dont les sentiments deviennent confus... Un film réussi, où les acteurs insufflent à chacun de leurs personnages une naïveté particulièrement touchante.

De Samuel Theis.
Sortie Le 9 mars 2022. Durée : 1h35.



LIVRE



Politique

La politique, ce n'est pas de ton âge ? Bien sûr que si ! Paru pour la première fois en 1983, illustré par Plantu, *La politique expliquée aux enfants* est devenu un classique. En cette année électorale, l'auteur a eu l'idée d'un retour sur ces 40 ans écoulés. Un texte intelligent, mais jamais infantilisant.

Éd. La Déviation, 15 €.

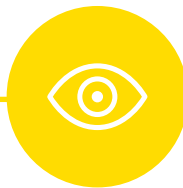


PORTRAITS

SECRETS DE FABRICATION

Connaissez-vous le cycle des "Visiteurs du soir" ? Des rencontres en vrai avec les acteurs de la littérature pour la jeunesse – auteurs, illustrateurs, conteurs... – organisées par le Centre national de la littérature jeunesse à la BNF à Paris. Pour ceux qui habitent trop loin, tous les enregistrements sonores sont accessibles en ligne. Une vraie caverne d'Ali Baba ! Les prochains auteurs à venir écouter ? Delphine Perret, le 17 février à 18h, puis Hervé Tullet le 7 avril 2022.

+ cnlj.bnf.fr/fr/page-editorial/r-couter-revoir



© Baïka magazine

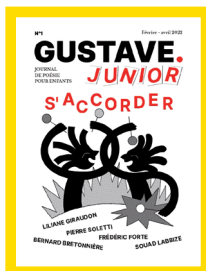
Il y a le très célèbre *Astrapi* ou bien *Le Petit Quotidien*. Mais il y a aussi des pépites de journaux, un peu plus confidentiels, qui méritent l'attention !

POÉSIE

GUSTAVE JUNIOR

Gustave Junior, c'est un journal gratuit pour les 7-12 ans entièrement consacré à la poésie. Un petit format (2 feuilles A4 à imprimer, puis à plier en livret), utilisable en classe, dans les médiathèques ou chez soi, qui propose chaque trimestre le meilleur de la poésie contemporaine à hauteur d'enfant.

gustavejunior.com



ACTU

ALBERT

Édité par la maison d'édition jeunesse La poule qui pond depuis septembre 2016, *Albert* est un journal papier qui paraît deux fois par mois et s'adresse aux 9-14 ans, avec l'objectif de décrypter, à leur hauteur, les actualités du quotidien. Coup de cœur pour les couvertures illustrées toujours magnifiquement.

journal-albert.fr



VOYAGES

BAÏKA MAGAZINE

Consacrée au voyage et à la diversité culturelle, cette revue trimestrielle pour les 8-12 ans explore un nouveau pays à chaque numéro. Point de départ de cette aventure : donner la parole aux enfants nés dans d'autres pays, et qui se sont installés en France et y grandissent dans une double ou triple culture. Allez, prenez votre ticket pour l'évasion !

baika-magazine.com





3 BONNES RAISONS

DE LIRE CE DOSSIER !

1. L'inquiétude ne devrait pas être leur boussole.
2. Un reportage pour cerner leurs interrogations.
3. Des tips pour s'informer au mieux.

Le Covid, nouvel arbitre de l'orientation

En temps normal, se projeter dans l'avenir et faire des choix sont des exercices vertigineux pour les élèves et leurs parents.

Dans un contexte en crise, construire son projet d'orientation devient une épreuve chaotique, rythmée par des rendez-vous empêchés et plombée par un avenir incertain.

Texte :
ANNE-FLORE HERVÉ

Le temps de l'incertitude

Dans quelques semaines, les élèves de 3^e, de 2nde et de terminale devront choisir leur filière, leurs spécialités ou leur formation dans l'enseignement supérieur et donc renoncer à d'autres voies. Le mot "orientation" revient sur le devant de la scène scolaire et médiatique et s'invite dans les repas de famille, avec son lot d'angoisses, de tensions et de doutes. Ainsi que le sentiment désagréable que chaque choix détermine l'avenir de son enfant de manière définitive... Pourtant, aucun parcours n'est écrit par avance et l'imprévisibilité est une dimension à intégrer. C'est même devenu une constante depuis deux ans. Et ce n'est pas fini. Le parcours Avenir qui permet aux élèves « de la 6^e à la terminale de construire progressivement, tout au long de leurs études secondaires, une véritable compétence à s'orienter », selon l'Éducation nationale, est toujours bousculé par la situation sanitaire.

Une gymnastique perpétuelle

Dans les collèges, la découverte du monde professionnel et l'orientation des élèves rythme toute l'année. Mais, en 2020-2021, « les portes ouvertes, les rencontres, les stages d'observation... Tout ce qui se passait en dehors du collège a été annulé et c'était très décevant pour les élèves de 3^e et encore plus déstabilisant pour les plus fragiles, se remémore Cécile Conty, principale adjointe du collège de la Grange-aux-Belles à Paris (10^e). En plus, il y avait la réforme Affelnet¹. Pour les parents de future seconde, c'était très anxiogène. »

Cette année, avec la vague Omicron, les rencontres avec l'enseignement professionnel à destination des 4^e et des 3^e ont été à nouveau annulées début janvier à Paris. « Deux jours avant la date... », déplore Cécile Conty. Mais les stages ont tous été maintenus avant les vacances de Noël. Notamment grâce aux parents qui nous ont beaucoup aidés. Les élèves étaient très contents. Nous aussi. » L'oral de stage s'avère en revanche plus compliqué à organiser et nécessite souplesse et réactivité. « On organise, on annule, on remplace... En ce moment, ce sont les absences qui nous obligent à revoir le planning tous les jours, observe la principale adjointe. C'est une gymnastique perpétuelle. »

À chaque jour, son lot de surprises. La donne se complique au lycée où le contexte sanitaire se cumule



« Les portes ouvertes, les rencontres, les stages d'observation... Tout ce qui se passait en dehors du collège a été annulé ».

— CÉCILE CONTY, PRINCIPALE ADJOINTE DE COLLÈGE



75%

DES LYCÉENS ESTIMENT
que la crise sanitaire

et le confinement ont perturbé leurs résultats scolaires de première et de terminale : cours à distance, manque de motivation, difficulté de concentration, stress...

(Source : Sondage de l'association Article 1)

avec un baccalauréat fraîchement réformé et des spécialités à choisir dès la seconde. L'échéance approche. Du côté des parents, l'anxiété est palpable. Du côté des élèves, c'est davantage le doute qui domine. Ou l'évitement. Jonas, en seconde, ignore totalement ce qu'il veut faire. « Plus on l'oblige à se déterminer sur les spécialités, plus il se replie dans l'incertitude radicale », se désole sa mère Coralie Perez qui, depuis le collège, a le sentiment que chaque choix sera décisif pour l'avenir de son fils. « C'est une pression angoissante. » C'est aussi très abstrait pour Jonas qui n'a même pas pu faire son stage de 3^e pour observer le monde professionnel. Cette année, « c'est la semaine de l'orientation (stage ou ateliers) qui a été annulée dans son lycée à cause du rebond de l'épidémie », déplore sa mère.

Faute de pouvoir compter sur les rendez-vous institutionnels, Coralie Perez dialogue avec le professeur principal, en charge de l'accompagnement à l'orientation, et amène Jonas dans les salons de l'Étudiant pour provoquer la discussion. « Il a été stimulé par une conférence sur les études à l'étranger. C'est peut-être

« Tous les critères habituels pour consolider leur orientation – assiduité, résultats, motivation, implication – dépendent du hasard. »

— SYLVIE AMICI, PSYCHOLOGUE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

une piste, espère-t-elle. Avec un enfant angoissé par l'avenir, la question du désir est importante. » La prochaine étape est un rendez-vous avec la psychologue de l'Éducation nationale de son lycée.

« Le contexte sanitaire et ses conséquences sur l'organisation de la scolarité viennent exacerber tout ce qui pouvait être préexistant comme fragilité, difficulté ou tension avec l'école ou la famille, observe Sylvie Amici, psychologue de l'Éducation nationale et présidente de l'APsyEN². Cela se manifeste actuellement soit par une forme de passivité dépressive ou par des comportements agressifs. Mais, heureusement, les lycéens ne vont pas tous mal. » En revanche, ils se retrouvent tous dans une incertitude. Chaque matin, ils arrivent au lycée sans trop savoir comment leur journée va se passer en fonction des absences liées au Covid.

Une scolarité bousculée par la réforme du bac

« Tous les critères habituels pour consolider leur orientation – assiduité, résultats, motivation, implication – dépendent du hasard. Ils sont livrés à eux-mêmes et interrogent le sens de tout ça », analyse Sylvie Amici tout en précisant que la situation diffère de l'année dernière. La crise sanitaire avait alors eu un impact dès l'automne sur l'accompagnement à l'orientation. Le temps consacré à expliquer les mécanismes de Parcoursup avait été très compliqué à mettre en place à cause des demi-classes. Au moment des vœux, « beaucoup de terminales cherchaient en priorité à éviter les filières en distanciel, notamment les universités, se souvient la spécialiste de l'orientation. Cette

question est moins présente cette année. Les élèves s'adaptent selon le contexte. »

Fin 2021, l'accompagnement des terminales a pu se faire normalement entre septembre et décembre. « La réflexion est installée », rassure la spécialiste de l'orientation, mais l'inquiétude des élèves de terminale demeure. Derrière le « Je ne sais pas quoi faire », il y a souvent « Je suis intéressé par différentes formations mais j'ai peur de ne pas être pris ». Encore plus après trois années « covidées » durant lesquelles les élèves ont été non seulement empêchés de suivre une scolarité normale, mais aussi bousculés par la réforme du bac. Comment cette scolarité chaotique va-t-elle être prise en compte dans Parcoursup, que ce soit via les fiches avenir remplies par les profs que dans les critères des formations supérieures ? Il est encore beaucoup trop tôt pour connaître la réponse.

- (1) Outil qui permet de répartir les collégiens dans les lycées parisiens.
- (2) Association des psychologues et de psychologie dans l'Éducation nationale.

Q
25%

DES BACHELIERS DE 2020

affirment que la crise a eu des conséquences sur leurs choix d'orientation. 7% ont fait un changement sur Parcoursup. 18% ont modifié la hiérarchie de leurs vœux. (Source : sondage IFOP, mai 2020)

L'AVIS DE LA FCPE

Avec la pandémie, les inégalités concernant les choix d'orientation des jeunes se sont creusées un peu plus. Et ce n'est pas Parcoursup qui permet d'inverser la tendance ! Malgré les alertes lancées par la Cour des comptes et la défenseure des droits, la plateforme reste opaque et révèle chaque année le manque criant de places dans l'enseignement supérieur. Car si la France affiche 49,4 % de diplômés parmi les 25-34 ans, un

résultat plutôt en phase avec la stratégie européenne, elle laisse de côté chaque année une partie des bacheliers qui ne s'engagent pas dans un parcours supérieur d'études faute d'une orientation choisie. Un échec, estime la FCPE, qui déplore par ailleurs que le ministère de l'Enseignement supérieur persiste à ne pas publier les données essentielles à une évaluation constructive de la procédure.



EN SAVOIR PLUS :

Podcasts

- Écoutez le podcast *Flo*, le témoignage de Lou, une lycéenne de 17 ans, à toutes les étapes de procédure d'orientation post-bac. Six épisodes pendant lesquels l'adolescente va devoir réfléchir à ses envies et faire des choix. cidj.com
- Découvrez *Vocation*, un podcast centré autour du retour d'expérience de jeunes professionnels. D'autres épisodes s'aventurent sur le terrain de sujets connexes : la pression parentale, l'influence de nos espaces de travail, le syndrome de l'imposteur... joinvocation.co



© Anne-Flore Hervé



© Anne-Flore Hervé

Paris (75)
Sur le terrain ...

À chaque entretien, un travail de réf

**Direction le QJ de Paris,
 le nouveau QG des jeunes.**
**Les neuf conseillers du
 Centre d'information
 et de documentation
 jeunesse répondent plus
 particulièrement à leurs
 questions en matière
 d'orientation.**

Ce mercredi 19 janvier 2022, Fatou, 20 ans, sait que l'inscription sur Parcoursup commence dès le lendemain. Elle a son bac mais a échoué en fac de droit et cherche de nouvelles formations. Elle se présente au Quartier jeune (QJ), au deuxième étage de l'ancienne mairie du 1^{er} arrondissement de Paris, dès l'ouverture. C'est là que se trouve désormais le Centre d'information et de documentation jeunesse¹ depuis juillet 2021. À l'intérieur, une décoration moderne joue les contrastes avec la bâtisse patrimoniale. Si le lieu a changé, le principe reste le même. Les jeunes sont accueillis au CIDJ gratuitement et sans rendez-vous, quelle que soit leur situation.

Un premier échange à l'accueil permet de cibler l'objet de leur visite. « Comme Fatou, la plupart viennent pour leur orientation, commente Francine. Selon l'affluence, nous les invitons à rencontrer un de nos neuf conseillers. » Trois jeunes filles patientent. « L'entretien dure en général trente minutes. En ce moment, il y a moins de monde à cause d'Omicron », remarque la conseillère Muriel Michaux-Reynaud venue accueillir Fatou. Elle la reçoit dans la pièce centrale dans laquelle quatre minisalons permettent d'échanger en toute discrétion. En toute sécurité aussi. En plus des masques portés par les deux interlocuteurs, un plexiglas les sépare.

Pas prioritaire sur Parcoursup...

Fatou commence à dérouler son parcours, du bac jusqu'à sa troisième année de L1 en

Au Centre d'information et de documentation jeunesse à Paris, Muriel Michaux-Reynaud, une des conseillères, prend le temps de discuter avec chaque jeune dans les mini-salons qui ont été conçus pour des échanges personnalisés. Tatum (ci-dessous) a décidé de s'orienter dans les métiers de la boulangerie.



© Anne-Flore Hervé

LA PAROLE À ...

« S'il n'y avait pas eu les confinements, ça aurait été différent, car j'aime bien le droit. Mais j'avais du mal à prendre la parole en distanciel et je me suis sentie exclue. »

—
FATOU, 20 ANS, EN QUÊTE D'UNE NOUVELLE FORMATION

« Je suis nul en espagnol. Je ne peux pas suivre un cours que je ne comprends pas. De toute façon, rien ne m'intéresse. »

—
ISMAÏL, 15 ANS, EN SECONDE

« Depuis le début du collège, je pense aux métiers de la boulangerie. C'est devenu concret depuis cette année avec l'optique de travailler à l'étranger. »

—
TATUM, 18 ANS, TITULAIRE D'UN BAC GÉNÉRAL SPÉCIALITÉ GÉOPOLITIQUE ET ANGLAIS

lexion est amorcé

droit : « En 2019, il y a eu les grèves suivies du premier confinement début 2020, puis du deuxième en octobre... » Est-ce la fac qui n'est pas faite pour elle ? Est-ce le droit ? Muriel tente d'en savoir davantage. Fatou se verrait bien décoratrice d'intérieur mais « il n'y a pas de débouchés », selon elle. Avant de revenir sur le droit. « J'aime bien aussi cette matière. » Plusieurs pistes sont envisagées, dont le BUT carrières juridiques. « Je connais les DUT, pas les BUT », s'étonne Fatou. La conseillère lui explique brièvement la réforme. Fatou semble intéressée mais la formation est sélective et elle n'est pas prioritaire sur Parcoursup... À la fin de l'entretien, Muriel Michaux-Reynaud lui propose de faire un test pour mieux cibler ses centres d'intérêt et ouvrir d'autres possibles. Fatou, avide de solutions, accepte tout de suite. Avant de l'accompagner aux postes d'ordinateur en

libre accès, la conseillère lui transmet un lien sur son adresse mail. Il lui permet pendant quinze jours d'accéder à une plateforme de formations en permanence mises à jour. Muriel accueille ensuite Ismaïl venu avec sa mère. L'entretien s'avère plus délicat. Éprouvant même. Le jeune homme de 15 ans se désintéresse de tout. Le test qu'il a fait en amont l'atteste. Le blocage est profond et le mal-être palpable. Muriel tente de le valoriser et de le raccrocher aux métiers des jeux vidéo, mais elle n'est pas dupe. « Ce type d'entretien est très rare et dépasse mon domaine de compétence. » La journée se termine avec Tatum, 18 ans. La jeune fille est volontaire et déterminée. Elle vise un bachelor en boulangerie dans une école privée qui vient d'ouvrir. « 10 000 € par an, soit 30 000 € en tout, c'est très cher pour une école encore inconnue », lui fait remarquer la

conseillère avant de l'inciter à chercher des équivalences plus accessibles, « comme un bac pro et une formation en entrepreneuriat dans une CCI ». La jeune fille n'en perd pas une miette, prend des notes et repart, elle aussi, avec un lien. « À chaque entretien, on amorce un travail de réflexion avec le jeune, on liste les domaines qui l'intéressent ou on l'interroge sur ses choix, tout en gardant à l'esprit l'adéquation avec la réalité du marché du travail, résume Muriel Michaux-Reynaud. Puis, on lui donne accès à nos ressources. Au jeune ensuite de les explorer. Mais, il peut revenir quand il veut. On reste à son écoute. »

(1) Association créée en 1969 et soutenue par le ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse, le CIDJ qui fait partie d'un réseau national composé de 1 000 structures info Jeunes. Le CIDJ assure une permanence téléphonique et un accueil personnalisé. pages/gj-une-maison-pour-la-jeunesse-18241

Parcoursup oblige les lycéens à se rendre désirables

Alors que Parcoursup sera au cœur des débats pendant la campagne présidentielle, comment **aborder l'outil sereinement** quand on est concerné cette année ?
Les conseils de Pierre-Olivier Wessels, directeur du CIO de La Rochelle.



Pourquoi Parcoursup cristallise tant de tensions ?

La première explication est mécanique : c'est l'effet entonnoir que crée la cohorte des néo-bacheliers et la crainte qu'il implique : vais-je avoir une place en accord avec mon projet dans l'enseignement supérieur ? La deuxième explication est un sentiment négatif : celui d'être évalué pour entrer dans l'enseignement supérieur non sélectif par des universités publiques pourtant accessibles à tous, ce qui oblige les candidats à se rendre désirables et c'est anxiogène. Du coup, l'outil de répartition Parcoursup est avant tout considéré comme un outil de sélection.

C'est un peu le cas...

Oui, puisqu'il y a répartition, il y a sélection. Mais Parcoursup, c'est aussi un outil qui permet à tous les candidats d'obtenir le maximum d'informations sur les contenus des formations (19 500) et les poursuites d'études. La capacité d'une université à accompagner

l'étudiant en première année pour sa réussite peut être aussi déterminante dans les choix du candidat. En cliquant sur « voir la fiche » de la formation¹, le candidat peut consulter les « dispositifs pour réussir », mais aussi le « rapport public d'examen des vœux 2021 » pour savoir comment les candidats ont été retenus l'année dernière.

Faire des vœux par défaut pour s'assurer une place, est-ce une bonne stratégie ?

Si ces vœux ne correspondent pas au projet du candidat, c'est un non-sens. Il risque d'être affecté là où un autre candidat aurait aimé aller... Le préalable avant les vœux, c'est de bâtir un projet avec l'aide des parents, des enseignants et des psychologues de l'Éducation nationale. Et de définir ensuite ce qui sera le plus pertinent pour le candidat entre ses désirs et leur faisabilité.

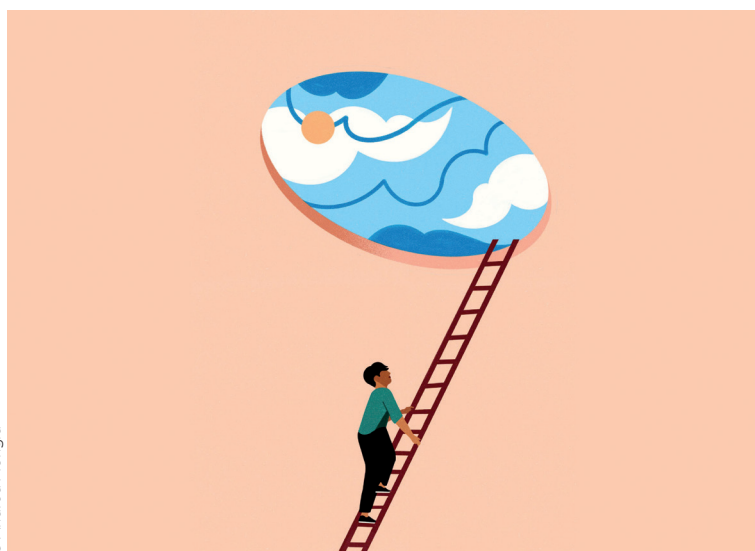
Quel recours pour le candidat s'il est perdu pendant la procédure ?

Derrière l'outil, dans chaque rectorat, il y a des psychologues de l'Éducation nationale qui sont dédiés à l'accompagnement. Quand un élève demande de l'aide via l'onglet « contact », il peut questionner un professionnel de l'orientation. Il ne faut vraiment pas qu'il hésite, y compris pour les problèmes techniques ou de date. Chaque situation est étudiée au cas par cas pour trouver une solution.

Et si le candidat n'obtient aucune formation à la fin de la procédure ?

Il a alors la possibilité de solliciter la Commission d'accès à l'enseignement supérieur qui étudiera son dossier, notamment la partie activités et centres d'intérêt (avec quatre entrées différentes) qui sera épluchée. Et si le candidat a rencontré des difficultés à cause du Covid, il peut l'écrire aussi dans « Ma préférence » par exemple. Le but de la commission est d'émettre des propositions adaptées à la demande du candidat. Elle peut même le contacter directement pour bien comprendre sa situation.

(1) Une vidéo explique comment rechercher une formation : <https://youtu.be/WJzf3wRqcWo>



LES PORTES OUVERTES ONT ÉTÉ ANNULÉES

N'hésitez pas à poser vos questions à l'établissement supérieur qui intéresse votre enfant. Dans Parcoursup, l'adresse mail du responsable pédagogique est accessible tout en bas de la fiche de la formation.

IL SE SENT FRAGILE DANS UNE DISCIPLINE

Votre enfant peut se rendre sur la plateforme Fun Mooc dans la rubrique ProjetSup et trouver un Mooc (cours en ligne) qui correspond à son projet. Il pourra ensuite le mentionner dans Parcoursup grâce à l'attestation de suivi avec succès délivré par l'établissement supérieur.

LA PSYEN EST DÉBORDÉE AVEC LES TERMINALES

Pensez au Centre d'information et d'orientation le plus proche de chez vous qui reçoit les élèves sur rendez-vous (education.gouv.fr/reussir-au-lycee/les-lieux-d-information-de-l-orientation-4274).

Des outils pour construire son projet

À suivre en ligne

La fac, est-ce pour moi ? En quatre semaines, à raison d'une heure par semaine, ce Mooc (cours à suivre sur Internet) répond aux questions des lycéens, dont les idées reçues sur la fac via les conseils de professeurs du supérieur de psychologues et d'étudiants. D'autres Mooc sur l'orientation sont répertoriés sur le site.

mooc-orientation.fr

En virtuel ou en vrai

Les salons de l'orientation ont encore lieu dans toute la France en février et en mars. Dans le contexte sanitaire, les organisateurs et les acteurs de l'orientation proposent des événements en ligne ou en présentiel. Retrouver la liste sur studyrama.com/salons

Les nuits de l'orientation sont quant à elles organisées par le réseau des Chambres de commerce et de l'industrie (CCI) en ligne ou en présentiel. Moteur de recherche accessible sur cci.fr/ressources/formation/orientation-professionnelle/les-nuits-de-lorientation

En live ou en replay

Les live de Parcoursup aident les lycéens et leurs parents en apportant des conseils tout au long de la procédure. Agenda et lien accessibles sur parcoursup.fr/index.php?desc=lives

Dialoguer avec des étudiants

INSPIRE : Des suggestions d'études personnalisées en échangeant avec des étudiants motivés pour en parler, c'est ce que propose ce site : inspire-orientation.org

À lire

Objectif sup, revue publiée par l'Onisep (480 pages, 9,90 €) dans laquelle sont listés des repères pour construire au lycée son projet d'orientation post-bac, mais aussi un carnet d'adresses pour le finaliser. Le plus ? Un guide pratique pour se projeter dans sa vie post-bac.

Guide des métiers, hors-série édité par Ouest-France (348 pages, 5,90€). Des fiches pratiques décrivent les métiers qui recruteront dans les dix ans à venir. Certaines professions sont incarnées. Le plus ? Des liens vers des vidéos pour rencontrer les pros sur leur site de travail.

« L'éducation à l'orientation ne peut plus se suffire de la question individuelle "Qu'est-ce que tu veux faire plus tard ?" mais se doit d'être une question collective : "Quelle société voulons-nous construire demain ?" »

Delphine Riccio, vice-présidente de l'association des PsyEN (*Le Monde*)

© Marianne Peyri



L'imagerie au service du soin

Ce sont eux qui réalisent les radios, IRM, scanners, mammographies... : **les manipulateurs en électroradiologie.**
Un métier très recherché, à la croisée du soin, de la technique et de l'humain.

Texte : MARIANNE PEYRI

« **C**e métier, ce n'est pas juste clic-clac, je prends une image et "au revoir".

Réaliser une radio, un scanner, une IRM est une opération différente pour chaque patient, tant d'un point de vue technique qu'humain », témoigne Maud Renelle, qui exerce le métier de manipulateur radio depuis vingt-huit ans. Employée à Bordeaux, dans un cabinet de radiologie privé, cette professionnelle de santé reçoit trente à quarante patients par jour avec un défi technique à relever : faire la meilleure image possible. Si elle n'établit pas de diagnostic – celui-ci étant réalisé par le médecin radiologue –, elle n'en est pas moins l'un des maillons essentiels du parcours de soin.

« Nous sommes les garants de la bonne qualité des images et de ce fait d'un bon diagnostic qui permettra de soigner », pose Maud, titulaire d'un diplôme d'État¹. Pour chaque personne, elle se fie à l'ordonnance prescrite par le médecin, interroge le patient, règle l'appareil de radiologie, guide le patient vers la meilleure position possible en fonction de son âge et de sa corpulence, ajuste aussi le degré de radiation en fonction de ces différents critères... En véritable spécialiste de l'image, elle

vérifie ensuite la qualité des clichés et si nécessaire, les retraite avec des outils de contraste.

Ça se pilote comme des consoles de jeux

« On peut aussi faire de la reconstitution 3D en dentaire, ce qui suppose là une bonne compétence en outils numériques comme en anatomie. Dans notre métier, cet aspect plaît d'ailleurs aux jeunes. Les IRM, les scanners, la 3D... ça se pilote comme des consoles de jeux », précise Maud, qui tient à souligner le côté très humain de cette profession.

« On écoute, on explique... Il faut s'adapter à la personnalité de chacun, trouver les mots justes pour lever les réticences. Il faut aussi être fort psychologiquement. Je pense notamment à ceux qui prennent en charge des patients atteints de cancer, comme en médecine nucléaire pour du diagnostic ou en radiothérapie où l'on traite les tumeurs par rayons X. »

Dans cette profession, de fait, des passerelles sont possibles entre différents secteurs, comme entre privé et public. « Notre profil étant recherché, il est facile de passer de l'un à l'autre », confirme Maud, qui a travaillé dix ans



3 QUESTIONS À SE POSER

1. Ai-je une appétence pour la physique et la biologie ?

Il est préférable de prendre ces deux enseignements de spécialité en première et terminale, de s'intéresser aux technologies médicales, à la physiologie et au fonctionnement du corps humain, mais aussi d'avoir une appétence pour utiliser les outils technologiques et numériques.

2. Ai-je la vocation de soigner et le sens du relationnel ?

Les manipulateurs radio sont loin de n'être que des pilotes d'appareils de haute technicité. La qualité de la relation avec le patient est cruciale : pour accueillir, écouter, expliquer, rassurer. Ils travaillent en lien constant avec les secrétaires, radiologues, médecins nucléaires, oncologues, ce qui implique d'avoir un bon esprit d'équipe.

3. Suis-je organisé ?

Exercer cette profession demande de suivre un protocole rigoureux lors du déroulé de l'examen pour s'assurer de la bonne qualité des images recueillies. Le manipulateur radio, gérant son propre timing de rendez-vous, doit avoir le sens de l'organisation.

En pratique

en hôpital avant de rejoindre le privé pour avoir des horaires plus compatibles avec sa vie de famille. « Mais travailler en hôpital a plein d'avantages : des missions plus variées comme de l'assistance en bloc opératoire, un fort esprit d'équipe, des rapports moins hiérarchisés... », ajoute la professionnelle de santé qui regrette cependant le manque d'évolution possible.

(1) Deux formations de trois ans sont possibles après le bac, avec admission sur dossier : un DE, diplôme d'État de manipulateur d'électroradiologie médicale, et un DST en imagerie médicale et radiologie thérapeutique.

Le CBD ou “cannabidiol”

Un produit apaisant ou inquiétant ?



Vantés pour leurs effets de détente et de réduction de la douleur, les produits à base de CBD, composant issu du chanvre, sont de plus en plus consommés par les jeunes. Dans quelle mesure faut-il être prudent ?

Texte : MARIANNE PEYRI

Quelques gouttes d'huile sous la langue, en spray, en tisane ou en gélule, à vapoter, sous forme de gels ou savon... L'offre de produits à base de CBD explose, avec désormais des boutiques dédiées partout en France. Le CBD ou “cannabidiol”, un des composés de la plante cannabis sativa L., également appelé chanvre, vante ses effets antidouleurs, relaxants et déstressants. Il n'est pas considéré comme un stupéfiant à la différence du THC (tetrahydrocannabinol), autre composant de cette plante, qui lui, recèle des effets psychoactifs, certes « planants », mais addictifs et délétères notamment chez les plus jeunes. De fait, l'Organisation mondiale de la santé estimait en 2017 que le CBD ne semblait pas être nocif pour la santé et n'entraînait pas de dépendance. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes, et notamment des jeunes, y ont recours. Les uns, pour réduire leur stress en période d'examen, d'autres pour éviter les troubles du sommeil, en cas de règles douloureuses ou de maux de têtes, de fatigue musculaire... Si ce

n'est le prix de ces produits relativement élevés, certains arguments plaideraient cependant pour une consommation prudente. Peu d'études ont été réalisées sur les impacts à long terme d'une consommation de CBD. De plus, il reste difficile de connaître le contenu exact des produits quant à leur taux de CBD, mais aussi pour certains de THC qui doit légalement être à moins de 0,2%. Mieux vaut ainsi se rendre dans des boutiques réglementées que d'acheter ces produits – dont la vente est par ailleurs interdite aux mineurs – sur le net.

Une solution pour le sevrage du cannabis

Si le recours au CBD est préconisé par les addictologues chez les jeunes qui souhaitent arrêter ou réduire leur consommation de cannabis, ces derniers ne le recommandent pas chez des jeunes non fumeurs de cannabis jusqu'alors. La prise de CBD sous forme de combustion, de par des différences minimales en termes de goût et de gestuelle du joint « classique », présente

ÉPILEPSIE, AUTISME ET TDHA...

Les parents, dont les enfants souffrent de TDHA, troubles du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité, d'autisme, d'épilepsie peuvent être tentés de recourir au CBD pour les aider à se détendre ou passer une crise. Or, il est nécessaire de consulter un médecin notamment pour vérifier que ces produits soient compatibles avec d'autres médicaments, sans risque d'accroître leur toxicité. L'ANSM, Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, a ainsi alerté sur les dangers liés à l'utilisation de produits contenant du cannabidiol vendus en dehors du circuit légal (notamment sur Internet) et invite à la prudence quant à leurs vertus thérapeutiques. Actuellement, il n'existe qu'un seul médicament à base de CBD, l'Epidyolex, validé depuis 2018, par l'ANSM, pour la prise en charge de formes sévères d'épilepsie.

le risque d'inciter à passer plus facilement au cannabis. En revanche, lorsque le jeune souffre de problèmes de sommeil, d'une forte anxiété... le CBD, sous forme d'huiles ou de tisanes, peut l'aider en effet à se détendre, comme d'autres produits proposés d'ailleurs en aromathérapie. Pour autant, cette habitude ne doit pas être systématisée à toutes veilles d'examens ou d'exposés, pour éviter toute dépendance, non pas physiologique, mais à une forme de rituel de réassurance. Ne rendant pas plus actif ou motivé, le CBD s'avérerait inefficace pour des jeunes souffrant de dépression. Il ne doit pas non plus être une solution de facilité. Questionner son enfant, consulter un médecin et s'attaquer aux causes réelles de ces troubles reste de meilleures options.

— Avec l'aide de **Juliette Marty**, psychologue clinicienne, spécialisée en addictologie.

En pratique



Encourager leurs talents

Parfois obnubilé par la réussite scolaire, n'en oublie-t-on pas l'importance de **valoriser leurs qualités ?**
Comment aider nos enfants à les explorer ?

Texte : MARIANNE PEYRI

Avec les années, où est passé ce regard neuf et ouvert que l'on avait à la naissance de son enfant ? Les attendus scolaires ou de la société, nos interrogations face à la norme, nos propres centres d'intérêt, nous font parfois perdre notre capacité à nous étonner et nous extasier. La palette de qualités possibles chez l'humain, et donc chez notre enfant, est pourtant vaste. Si repérer des compétences artistiques (dessin, musique, théâtre...) et sportives est plus immédiat, il semble moins évident de déceler combien son enfant peut être, par exemple, particulièrement doué pour bricoler, cuisiner, inventer des jeux, manier l'humour, mémoriser, établir des liens avec les autres...

Lorsque cette aptitude particulière est justement repérée, le parent a un rôle crucial à jouer, celui « de révélateur » en signalant qu'il l'a remarquée, en renvoyant à son enfant l'image positive que cela procure en lui. Outre se réjouir de l'intérêt du parent, l'enfant va en effet mieux apprendre à se connaître, en repérant ce qui le distingue. Une étape importante avant de se comparer aux autres adolescents. Car cette période est délicate, faite de doutes et

parfois de repli de soi, où ils ont parfois du mal à reconnaître leurs « talents ».

Interroger ses envies...

Le parent est là pour guider, en sachant que cette implication reste à doser avec subtilité. Pas question de l'aider pour performer à tout prix. Autre travers : recourir à des critiques que l'on estime « positives » ou « faire à sa place », ce qui peut vite être contreproductif. Le plus pertinent est de nouer le dialogue, comme nous le ferions avec quelqu'un que l'on ne connaît pas, établir un lien de confiance, poser des questions pour savoir dans quelle mesure il a envie ou non de développer ce talent, quelles solutions seraient possibles pour aller plus loin...

Sans surcharger l'emploi du temps de l'enfant, le parent peut proposer des cours, stages ou des colos à thème, des livres, des films, des sorties dans tel ou tel lieu culturel... Il peut aussi l'inviter à rencontrer des personnes investies dans ce domaine ou simplement passer du temps avec lui lorsqu'il exerce ce talent, en s'y essayant lui-même, en partageant ainsi juste un moment de plaisir qui vaut toutes les formes de valorisation et d'encouragement.

AVIS D'EXPERT



FLORENCE MEYER,
fondatrice de l'association
Quokka, spécialisée dans
les liens parents-ados

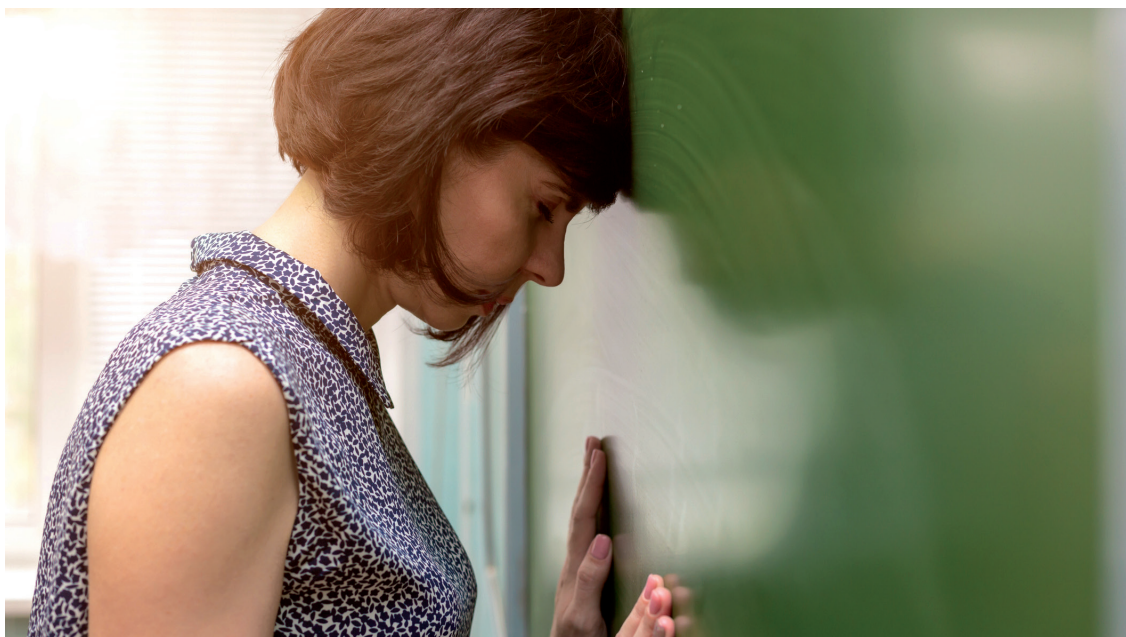
« Il est important que le parent reste dans un rôle d'observateur et non de jugement. Il ne faut pas chercher à tort, chez l'enfant, leur "haut potentiel" comme une forme de revalorisation parentale, ni confondre cette aptitude avec la réussite scolaire ou professionnelle pour avoir le droit d'exister. Il est aussi judicieux de ne pas figer l'enfant dans ce talent comme s'il était définitif, de montrer qu'on a conscience qu'il peut évoluer dans un sens comme dans un autre. De plus, les compliments tels que « Bravo, tu es bon... » ne suffisent pas ou même ne marchent pas. Le parent a plusieurs manières d'intervenir : ouvrir la discussion, accueillir les émotions de son enfant, être un partenaire, recadrer aussi si ce talent prend trop de place, offrir si nécessaire une boîte à outils... On peut aussi pourquoi pas proposer à son enfant de partir à l'étranger pour mieux se connaître. Les adolescents ont besoin d'être reconnus par leurs « pairs » et que leur parent soit fier. Le parent est donc surtout là pour aider le jeune à se révéler à lui-même. C'est en effet l'auto-regard du jeune qui est important, qu'il finisse en estime de soi, qu'il s'appuie sur cette aptitude particulière qui le distingue pour gagner en confiance. »

Pour aller plus loin

Album jeunesse

- Un album qui décrit le parcours de vie comme une succession de métamorphoses. *Grandir*, de Laëticia Bourget et Emmanuelle Houdart, éd. Les Grandes Personnes, 2019.

En pratique



Le grand ras-le-bol des enseignants

Les départs volontaires d'enseignants ont quadruplé en l'espace de sept ans. Même si ce phénomène reste marginal, cette progression est le signe d'un métier en crise.

Texte : ÉMILIE GILMER

« Il y a quelques années, il arrivait qu'un collègue nous parle de sa volonté de démissionner, mais c'était très rare, raconte Cyril Lepoint, secrétaire académique du SE-Unsa à Toulouse. Aujourd'hui, c'est devenu un sujet : chaque mois, on a plusieurs collègues qui nous sollicitent et que l'on accompagne vers une fin de carrière prématurée. » Ce constat de terrain est corroboré par les chiffres. Selon le bilan social du ministère de l'Éducation nationale 2020-2021, 0,32 % des enseignants fonctionnaires du public en poste à la rentrée 2020 ont choisi de quitter définitivement l'Éducation nationale à la rentrée 2021, soit près de 2300 personnes (démissions et ruptures conventionnelles incluses¹). Ils étaient 0,08 % en 2013-2014. « Il y a essoufflement important depuis plusieurs années, analyse Élise Capéran, secrétaire nationale du SE-Unsa en charge de la formation et du développement professionnel. Ce n'est pas une vague immense, mais c'est un mouvement qui, non seulement ne faiblit pas, mais augmente avec régularité. »

Un sentiment de perte de sens

Pour la responsable syndicale, le phénomène est multifactoriel. « Il y a d'abord un élément de contexte qui n'est pas propre à l'Éducation nationale : le fait que l'on s'engage moins dans un métier pour toute la vie, comme on le faisait il y a trente ans, note-t-elle. Mais on observe aussi – et c'est parfois combiné – un épuisement, c'est-à-dire des collègues qui sont fatigués par le métier, qui ne s'y retrouvent plus. » Anaël, 48 ans, raconte : « Je suis devenu enseignant en 2002, j'ai d'abord travaillé dans des classes Segpa et EREA, puis il y a dix ans, je suis devenu conseil pédagogique éducation musicale (CPEM) dans l'académie de Charente. Au début, j'y croyais fort, j'étais enthousiaste, et puis on a multiplié nos missions, rendant la tâche infaisable, et cela sans contrepartie. » Anaël ressent alors un sentiment de « gâchis » et « d'inutilité » : « L'impression qu'une partie de ce qu'on me demandait ne servait pas à grand-chose, car je n'avais pas le temps d'aller au bout des tâches qui m'étaient attribuées. » Le décal intervient lorsque l'enseignant se renseigne sur



2300
PERSONNES
ONT CHOISI
de quitter
définitivement
l'Éducation
nationale à
la rentrée 2021.

l'âge de son départ à la retraite. « Compte tenu de mon parcours, c'était 67 ans. Je me suis dit : comment continuer à travailler autant de temps alors que je n'y crois plus ? »

Déception et épuisement

Anaël se tourne alors vers l'agriculture, un domaine qui l'a toujours attiré. « En quatre mois, j'ai trouvé et acheté des terres, et j'ai planté un verger bio en vue d'une reconversion, explique-t-il. En attendant, je suis de nouveau professeur des écoles et d'ici quelques années, je me mettrai en disponibilité. » Un départ teinté toutefois d'amertume. « Mon souhait de partir n'est pas lié au fait que je voulais absolument faire de l'agriculture, mais bien que j'ai été déçu par l'Éducation nationale... », précise-t-il. Déception. Le mot revient souvent dans la bouche de ceux qui jettent l'éponge. Le cas de Nathalie², en poste en UPE2A³ pendant plus de dix ans, qui vient de quitter le métier pour devenir décoratrice d'intérieur : « L'épuisement n'est pas venu de l'enseignement à proprement parler mais de tout ce qui m'a « bouffée » (sic) autour ; le système et l'administration, les conditions de travail qui se dégradent, le sentiment de donner toujours plus. C'est quand je me suis arrêtée pour ma deuxième grossesse que j'ai pris conscience à quel point j'étais arrivée à bout, physiquement et moralement. »

Seul face aux difficultés...

Ainsi dans la majorité des cas, le déclic procède d'une accumulation d'éléments... « Cela peut-être un manque d'accompagnement dans le métier, une difficulté dans la gestion de la classe, des difficultés avec la hiérarchie, une demande de mutation qui n'aboutit pas depuis plusieurs années, auxquels s'ajoutent, par exemple, les changements liés aux réformes qui sont nombreuses et interviennent régulièrement dans nos métiers », remarque Élise Capéran. Et plus globalement, le sentiment d'être seul face aux difficultés... Claire a été professeure des écoles pendant quinze ans avant de changer de cap : « Pour moi, ce n'est pas qu'une question de moyens. Quand on a un souci avec un élève – ce fut mon cas durant les cinq dernières années où j'ai eu plusieurs cas difficiles d'élèves à gérer dans ma classe sans aucun suivi – on a besoin d'un solide travail d'équipe, avec les collègues, la hiérarchie, les conseillers pédagogiques, dit-elle. Quand ce n'est pas le cas, comment avancer sereinement ? »

L'attractivité du métier en question

Le 9^e baromètre des métiers réalisé par l'Unsa, publié en mai dernier, montre d'ailleurs que le



ILS ONT DIT

“Mon souhait de partir n'est pas lié au fait que je voulais absolument faire de l'agriculture, mais bien que j'ai été déçu par l'Éducation nationale.”

—
ANAËL,
professeur des écoles

malaise se confirme d'années en années. Car, même si 92 % des répondants sont toujours aussi nombreuses et nombreux à aimer leur métier, ils sont 66 % à ressentir un manque de respect et de reconnaissance dans l'exercice de leur pratique professionnelle, soit une augmentation de deux points par rapport à 2019 et de quatorze points par rapport à 2016. Et seulement trois professionnels sur dix estiment que ses conditions de travail sont satisfaisantes. Un état de fait qui a de quoi accentuer l'inquiétude, plus globalement, quant à l'attractivité des métiers. « À cet essoufflement des collègues en poste s'ajoute une difficulté à attirer vers nos métiers, remarque Élise Capéran. Ce sont des éléments sur lesquels on alerte le ministère depuis longtemps. » Non sans répercussions sur le fonctionnement de nombreux établissements. « Voyez la difficulté que l'on a à trouver des remplaçants, remarque la syndicaliste. Bien sûr, le phénomène est démultiplié par la crise sanitaire, mais il existait déjà avant et aurait pu être anticipé. »

(1) Les ruptures conventionnelles sont autorisées depuis le 1^{er} janvier 2020 pour les enseignants titulaires (article 72 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique).

(2) Les prénoms ont été modifiés.

(3) Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants.



66%

DES ENSEIGNANTS
ressentent un manque de respect et de reconnaissance dans l'exercice de leur pratique professionnelle.

(Source : baromètre Unsa)

En pratique



Pour aller plus loin

Internet

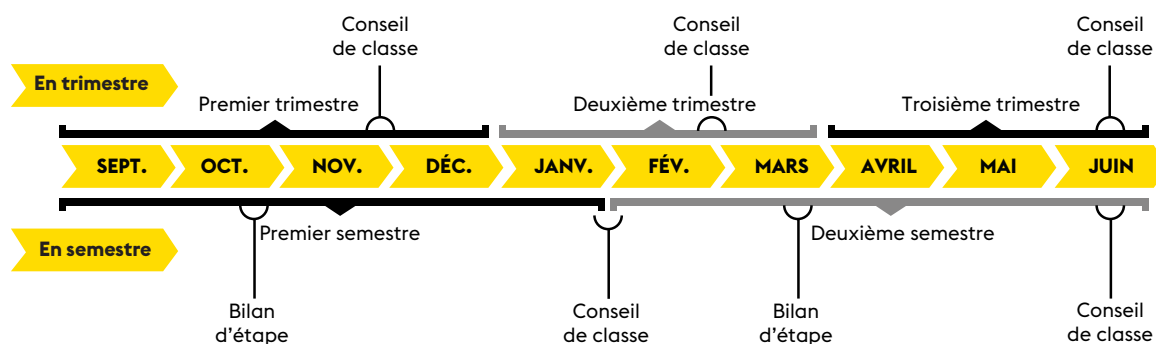
- Comment comprendre le malaise des enseignants, Anne Barrère, 2017, note du conseil scientifique de la FCPE. fcpe.asso.fr/sites/default/files/ressources/NoteCS_no5_malaises_des_enseignants.pdf

Décryptage

Semestres versus trimestres

Si la semestrialisation a le vent en poupe dans certains établissements scolaires, il est soumis à « **expérimentation pédagogique** ».

Illustration : DAVID LORY



La répartition est ici donnée à titre indicatif, car la semestrialisation est une expérience pédagogique propre à chaque établissement et soumise à l'autorisation préalable du recteur.

Avantages de la semestrialisation

- Sortir de l'évaluation permanente et consolider les apprentissages
- Diminuer l'angoisse face aux contrôles
- Un suivi pédagogique plus fin des élèves avec des bilans d'étape



Inconvénients de la semestrialisation

- Moins d'occasions de rencontres avec les parents et les élèves
- L'absence de cadrage national entraîne des inégalités de mise en œuvre d'un établissement à l'autre
- Pour les classes de terminale, les notes pour Parcoursup doivent être fournies au printemps, soit à l'issue d'un seul semestre au lieu de 2 trimestres.



Textes officiels de référence :

Le conseil de classe : Article R 421-50 et R 421-51 du code de l'éducation.
La durée et la répartition de l'année scolaire : Article L 521-I.
L'expérimentation pédagogique : Article L 314-2, articles D314-1 à D314-10.

L'AVIS DE LA FCPE

Alors que l'année scolaire est traditionnellement découpée en trois trimestres, la semestrialisation concerne de plus en plus d'établissements du second degré. Les partisans de ce type de découpage estiment que l'élève a ainsi davantage de temps pour réussir et les enseignants davantage de temps pour l'accompagner. Aucun texte officiel n'impose que l'année scolaire soit rythmée en trimestres. En revanche, **le conseil de classe « se réunit au moins trois fois par an, et chaque fois que le chef d'établissement le juge utile »**, selon

l'article R 421-51 du code de l'éducation. Pour rendre possible la réduction des conseils de classe à deux par an, l'établissement scolaire doit donc nécessairement en passer par une démarche d'expérimentation pédagogique pour une période limitée à cinq ans. Il est indispensable dans ce cas-là que les parents élus s'assurent que toute la procédure prévue par les textes officiels a bien été respectée : **consultation des différents acteurs** et instances, évaluations périodiques du dispositif...

Regards croisés

Faut-il défendre la langue française ?

Les mots d'argots ou les anglicismes, la réforme de l'orthographe, **l'utilisation de l'écriture inclusive...** Pour certains, la langue française serait en danger. Mais, pourquoi faudrait-il empêcher son évolution ?

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN



BARBARA CASSIN
Philologue et philosophe

Directrice de recherches au CNRS, Barbara Cassin a été élue à l'Académie française le 3 mai 2018.

“ On peut avoir souci d'influer dans le sens que l'on souhaite, mais c'est la langue qui décide.”

BARBARA CASSIN

Pourquoi faudrait-il défendre la langue française alors qu'une langue vivante évolue avec le temps ?

Barbara Cassin : Ce sont les auteurs et les œuvres qui forment une langue. C'est autour de cela que se constitue un socle de culture. Et c'est cela qu'il faut transmettre et poursuivre. Mais ce n'est pas figé. Une langue n'est jamais arrêtée, sauf quand elle est morte, et n'est plus maternelle de personne. Il n'y a donc pas d'autre manière de défendre une langue que de réfléchir au rapport entre la norme et l'usage. Et c'est précisément ce que fait l'Académie française.

Christophe Benzitoun : En général, ce qu'on appelle « défense de la langue » consiste à préserver les formes existantes et antérieures, et à les valoriser au nom de l'histoire de la langue. Je défendrais plutôt la dynamique de la langue, sa nouveauté et ses innovations. La défense de la langue passe par le fait de se sentir libre d'utiliser les formes qui nous paraissent les plus appropriées et non d'être censurés et obligés d'employer des formes définies par d'autres qui entendent nous expliquer comment parler et écrire. Le problème, c'est le jugement d'autrui, qui juge comme négatif toute évolution par rapport au français antérieur.

Pourquoi existe-t-il autant de débats quand on veut faire évoluer la langue ?

B.C. : La langue est un marqueur politique et l'a toujours été. Chacun de nous agit politiquement et participe à une œuvre commune. On peut avoir souci d'influer dans le sens que l'on souhaite, mais c'est la langue qui décide. C'est comme le pronom « iel » proposé par le dictionnaire Le Robert. Il offre une possibilité nouvelle. Mais aujourd'hui, force est de constater que cela ne prend pas !

C.B. : Pendant des siècles, l'Académie française était beaucoup plus innovante qu'aujourd'hui. Elle a changé l'orthographe de dizaines de milliers de mots. Mais cela fait un siècle et demi qu'ils ne font plus leur travail. J'en veux pour preuve un exemple récent avec la crise sanitaire. Tout le monde utilisait « le » Covid et l'Académie a débarqué en disant qu'il fallait utiliser le féminin, alors qu'il n'y avait aucun usage du féminin ! On voit bien qu'il y a un décrochage complet entre

l'écrit correct que l'on enseigne en contexte scolaire, et la langue du quotidien. Je suis inquiet pour la langue elle-même. Un tel écart entre l'écrit et l'oral est unique au monde !

Que pensez-vous de la bataille à propos de l'écriture inclusive ? Fallait-il l'interdire à l'école ?

B.C. : La réforme de l'orthographe en était une bien plus violente ! L'évolution ne se fait pas sans chaos et sans dispute et c'est tant mieux ! De toute façon, pardonnez-moi l'expression, la langue se démerde toute seule ! On pourra toujours dire que l'écriture inclusive est illisible. Si tout le monde se met à écrire de manière inclusive, elle deviendra lisible, même si je ne le souhaite pas, car cela va profondément contre l'histoire de la langue telle qu'elle s'est écrite jusqu'à maintenant. Je suis en revanche contre toute interdiction.

C.B. : Que les gens qui éprouvent le besoin de l'utiliser, l'utilisent ! Je suis pour la liberté d'utiliser les formes qui nous conviennent. Moi je ne l'utilise pas régulièrement, sauf quand le masculin générique est ambigu. D'ailleurs, beaucoup d'études en psycholinguistique montrent que l'utilisation exclusive de termes génériques au masculin occasionne des problèmes d'identification, notamment des petites filles. Quand vous faites un cours d'histoire et que vous parlez des « paysans » ou des « ouvriers », la plupart des élèves ne voient pas qu'il y avait des femmes à cette époque-là.

Faudrait-il selon vous supprimer les termes jugés racistes des dictionnaires, comme l'a fait l'association nord-américaine des joueurs de Scrabble ?

B.C. : On n'exige jamais d'un dictionnaire de référence de supprimer les mots vulgaires. Ils mettent "vulg." à côté. Cela suffit. Si vous faites ici référence au "wokisme" qui consiste à vouloir déboulonner les statues de Colbert, je vous renverrai à ce qu'a fait Nelson Mandela au sein d'un musée érigé durant l'apartheid et qui rendait manifestes toutes les thématiques racistes. Au lieu de tout démolir, il a planté un panneau qui posait la question suivante : "Que pensez-vous de ce que vous voyez ?" Il faut faire appel à l'intelligence des gens, et à leur sens du jugement. C'est le seul enseignement possible.

C.B. : Je suis pour la liberté d'utiliser les mots de la manière qu'on le souhaite, mais dans le respect de la loi. Il n'y a donc aucune raison de censurer, parce que le mot va offenser une certaine partie de la population. Je ne suis pas pour le politiquement correct. Si on défend la liberté d'utiliser les formes non-normatives, il faut aussi défendre la liberté d'utiliser les mots que l'on souhaite, même si cela peut paraître offensant pour certains.



CHRISTOPHE BENZITOUN
Enseignant-chercheur en linguistique

Maître de conférences en sciences du langage à l'université de Lorraine, il a publié en mai 2021 un essai intitulé *Qui veut la peau du français ?*

Les études scientifiques montrent le lien existant entre difficultés en français et milieux défavorisés. Faudrait-il simplifier la langue pour éviter les discriminations ?

B.C. : Le français est parlé à une infinité de niveaux, d'une infinité de manières. Chaque parole dit quelque chose de l'enseignement ou du non-enseignement que l'on a reçu. Mais cela est vrai aussi de la façon de s'habiller. On peut aider à ce que liberté, égalité, fraternité vaille aussi pour la langue. Liberté dans la langue, et fraternité dans son usage. La tâche des enseignants, la tâche des amis... c'est de faire en sorte que cela soit plutôt tiré vers le haut. Même si je ne sais pas ce que sont le haut et le bas. En revanche, je suis contre l'idée d'enseigner un "français pour les nuls". L'orthographe d'un mot contient toute son histoire, que l'on perd lorsqu'on la change, même s'il faut bien admettre qu'elle n'a pas cessé d'évoluer. Mais si la langue évolue, c'est surtout grâce à l'usage que l'on en fait.

C.B. : Le niveau général de maîtrise de l'orthographe baisse depuis trente ans.

Mais les élèves défavorisés sont les plus touchés. Le français est la seule langue au monde qui possède autant de caractères grammaticaux qui ne se prononcent pas. Quand on fait des comparaisons internationales, les pays qui réussissent le mieux sont ceux qui ont les langues les plus faciles, comme le finlandais. L'État défend l'égalité des chances, mais ne donne pas les moyens à l'Éducation nationale de former correctement à l'orthographe, en la réformant, ou en rajoutant des heures de français. Mais encore faudrait-il changer de regard sur la langue et relâcher le poids de l'orthographe à l'école comme dans la société !

“

On voit bien qu'il y a un décrochage complet entre l'écrit correct que l'on enseigne en contexte scolaire, et la langue du quotidien.”

CHRISTOPHE BENZITOUN

initiative



De la classe Poulpe à la classe Cinc !

Au collège Édouard-Vaillant de Gennevilliers, **l'expérimentation d'une classe inclusive, numérique et coopérative, fait ses preuves depuis trois ans.**

Texte : MARIANNE PEYRI

“ C ’ était une classe atypique, avec des besoins individuels très différents, peu

d'autonomie, des problèmes de violence, beaucoup d'absentéisme et de décrochage scolaire... On l'appelait la classe Poulpe. Nous n'avions pas assez de huit bras pour gérer ces élèves en UPE2A et Ulis¹. Les jeunes restaient entre eux. L'inclusion au sein du collège ne fonctionnait pas », témoigne Thibaut Lambert, professeur de français au collège Édouard-Vaillant de Gennevilliers (92). Face à ce constat, ce féru de pédagogie innovante lance ainsi en 2019 un laboratoire de pratiques avec sa collègue, Émilie Baron, tout juste formée au principe de « classe coopérative ». De premiers outils pédagogiques sont ainsi expérimentés au sein de ce groupe d'élèves, passés désormais en 5^e. Puis, les deux enseignants lancent officiellement en 2020-2021 la 4^e Cinc, classe inclusive, numérique et coopérative. Le maître mot qui préside au sein de ces classes Cinc est désormais « l'inclusion » sous toutes les formes possibles. Elle débute dès la rentrée avec un week-end « intégration » pour « apprendre à se connaître dans un moment de détente ».

Du temps est aussi consacré au « faire groupe », crucial dans cette classe multiculturelle. La coopération entre élèves est fortement encouragée. « Aider l'autre, cela aussi s'apprend », ajoute le professeur qui se réjouit de voir qu'en parallèle, le système de tutorat d'un élève de 5^e par un 3^e a fait mouche.

Des projets en commun

Sans compter leurs heures, les professeurs s'emploient à adapter le contenu des cours et des devoirs aux besoins et difficultés de chacun. Deux heures par semaine sont consacrées à des projets thématiques, interdisciplinaires, pour créer de l'émulation, donner de la cohérence aux apprentissages. Cette année, les 5^e Cinc réaliseront ainsi des films d'animation, toutes matières confondues, sur le thème du voyage ; les 3^e mèneront une enquête historique sur le massacre de résistants à Bayon, en se déplaçant plusieurs fois dans le sud de la France, à Gap, pour accéder aux archives et rencontrer des habitants.

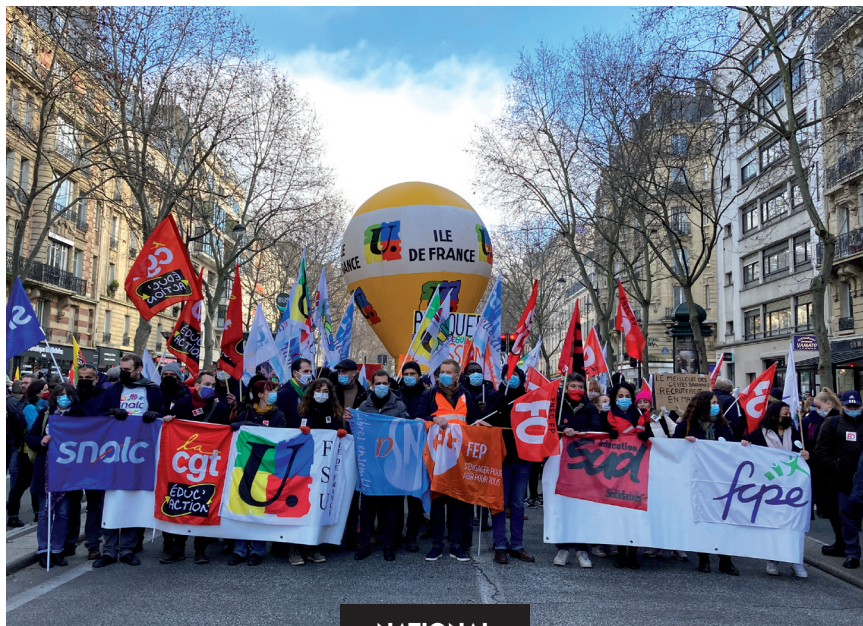
L'évaluation des élèves s'avère aussi originale. Elle repose sur le principe de neuf missions : polyglotte, numérique, créativité, réflexion... « Le « sans notes », les élèves y sont très attachés », constate Thibaut

Lambert, pour qui le cœur de ce dispositif est en effet « l'implication des élèves ». De fait, chaque élève assiste au conseil de classe et participe à la rédaction de son appréciation, « le tout dans une idée de transparence absolue ». Dans un esprit fort de coéducation, les familles sont fortement impliquées, appelées par téléphone régulièrement... « Une véritable relation de confiance s'est établie », ajoute ce professeur, investi à 200% et reconnaissant que son engagement « dépasse le simple métier de prof. » De fait, dans sa classe, un coin « détente », avec livres, jeux de société, gâteaux... a été aménagé. Un lieu refuge « où certains élèves restent jusqu'à 19h le soir ou le mercredi après-midi », précise ce professeur, qui y voit un signe de réussite du projet. « Nous sommes, en effet, face à des fragilités humaines. Il est donc compliqué de mesurer, quantifier des résultats qui sont souvent plus humains que scolaires. On peut cependant les constater par la baisse de l'absentéisme et des rapports d'incidents, mais surtout en voyant que les élèves qui adhèrent à la classe, sont fiers et se sentent bien au collège. »

(1) UPE2A : Unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants. ULIS : Unités localisées pour l'inclusion scolaire.

Nos actions

Retour sur un mois de janvier dans la rue ! **La colère gronde**, mais le ministère de l'Éducation nationale ne change pas de cap pour protéger enseignants et élèves face à la pandémie.



© Alexandra Defresne

NATIONAL

La communauté éducative à bout, mais unie !

Texte : ALEXANDRA DEFRESNE

Le 16 décembre 2021, 50 052 cas de contamination cumulés parmi les 12 millions d'élèves en France. Le 14 janvier 2022, 331 715 cas. Le 27 janvier, 572 072 cas ! Voici le bilan du ministère de l'Éducation nationale face à la vague Omicron. Toute la communauté éducative avait senti le vent tourner et prévenu depuis des mois que les moyens ne seraient pas à la hauteur pour que les établissements scolaires puissent fonctionner « normalement » au retour des vacances de fin d'année. Mais, comme à son habitude, le ministre Jean-Michel Blanquer a fait la sourde oreille. Puis, tout a basculé le 3 janvier. Enseignants, parents et élèves découvrent la veille de la rentrée le nouveau protocole sanitaire dans un article payant du *Parisien*. Il n'en fallait pas plus pour faire exploser la

marmite. Les nouvelles mesures édictées sont un cauchemar au quotidien : les équipes éducatives gèrent l'administratif au lieu des apprentissages, les parents font la queue des heures dans les pharmacies, les classes ferment, l'école craque. Rien n'a bougé depuis deux ans : toujours pas assez de masques, de savon, de tests salivaires, de capteurs de CO₂, d'enseignants remplaçants pour pallier les arrêts Covid...

Mépris des parents et des lycéens

Face à cette situation plus que chaotique, la FCPE décide de se joindre à la grève des organisations syndicales dès le 13 janvier, en appelant les parents d'élèves à ne pas envoyer leurs enfants à l'école ce jour-là. La mobilisation est un succès. Mais, à Paris, à l'issue de la manifestation, le ministre

claque la porte au nez à la FCPE. Les coprésidentes, Carla Dugault et Nageate Belahcen, sont "nassées" avec les lycéens rue de Grenelle. Heureusement, les syndicats jouent le jeu de l'unité. Quel affront ! Quelle singulière façon de considérer les parents et les élèves.

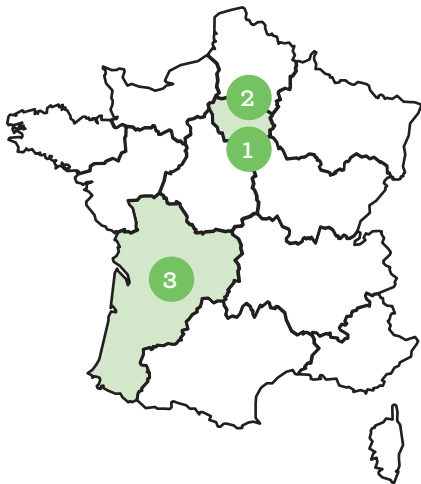
Face aux « mesurette » annoncées après les négociations, la FCPE choisit de continuer l'action. Aucun changement à l'horizon pour les parents : les protocoles n'ont pas été simplifiés ; les élèves subissent toujours la galère des autotests à J0, J+2, J+4 ; assurer la continuité pédagogique ne fait toujours pas partie des priorités. L'appel à la mobilisation est reconduit le 20 janvier pour obtenir une politique cohérente de protection et de prévention à la hauteur des enjeux sanitaires, scolaires et sociaux. Le 27 janvier, la FCPE s'associe également à la journée de grève pour la défense des services publics. Dans la rue ou sur les réseaux sociaux, la riposte cible aussi l'attitude méprisante du ministre de l'Éducation nationale après les révélations de *Médiapart* sur son interview accordée au *Parisien* depuis Ibiza.

Le ministre fait mine de ne pas comprendre que l'exaspération est principalement la conséquence de son manque d'anticipation. Preuve en est – s'il en fallait encore une – les derniers aménagements qu'il était urgent de mettre en œuvre pour les épreuves de spécialité du baccalauréat 2022. Sans la détermination de la FCPE, des syndicats et des lycéens à mener des négociations, ceux-ci attendraient encore une décision venue d'en haut par voie de presse. Enfin, l'anxiété des jeunes, qui subissent une scolarité en dents de scie, est prise en compte. Les examens initialement prévus en mars sont reportés aux 11, 12 et 13 mai 2022. Pour les élèves de première, le nombre de textes présentés à l'oral de français est réduit à 9 en voie technologique, et à 16 en filière générale. Une victoire modeste, mais essentielle pour les élèves. Le sens de toutes nos batailles.



EN SAVOIR PLUS :

Internet Retrouvez nos communiqués de presse sur fcpe.asso.fr



1

NATIONAL

Engagez-vous en service civique à la FCPE

La FCPE nationale porte un agrément collectif de service civique depuis 2017 pour que les conseils départementaux de parents d'élèves puissent accueillir de jeunes volontaires. Après ces cinq années d'expérience, notre association a obtenu pour 2022 l'agrément pour deux nouvelles missions à confier aux candidats : développer des actions pour l'orientation choisie de tous les élèves ; agir pour moins de discriminations et plus de citoyenneté à l'école. Intégrer un jeune en service civique au sein de la FCPE bénéficie aux deux parties. Le jeune accueilli dispose ainsi d'un cadre reconnu et sécurisant pour vivre son engagement au service des autres. Pour la FCPE, c'est l'opportunité de mobiliser de nouveaux parents, de nouveaux partenaires et de fonctionner autrement pour expérimenter des actions selon les besoins locaux.



EN SAVOIR PLUS :
Contact fcpe@fcpe.asso.fr

2

NATIONAL

Un webinar FCPE sur l'égalité filles-garçons

Samedi 29 janvier 2022, à l'occasion de la journée des présidents FCPE, un webinar, animé par la coprésidente de la FCPE nationale Nageate Belahcen, était consacré à l'égalité filles-garçons. Geneviève Guilpain, professeure de philosophie, formatrice à l'Inspé de Créteil, était l'invitée de cette conférence. En préambule, elle a rappelé que les textes sur la mixité à l'école existaient depuis longtemps, et qu'un changement en profondeur a été mené dans ce domaine à l'Éducation nationale : nettoyage des textes juridiques, formation des enseignants obligatoire et non plus optionnelle, production de ressources, y compris pour les parents.

Construire leur pensée propre

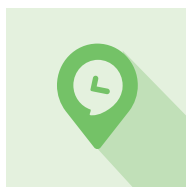
Selon l'experte, la difficulté aujourd'hui réside dans la mise en application. « Ce qui produit un véritable effet, ce sont les actions qui sont menées régulièrement et qui impliquent l'ensemble de la communauté éducative », a insisté Geneviève Guilpain, qui donne alors l'exemple de la circulaire de 2003 sur les trois séances d'éducation à la sexualité par an. « L'homophobie, le viol sont des sujets sensibles. Pourtant, s'il y a un



endroit où l'on peut parler de façon juste de sexualité, c'est bien à l'école ! ». L'enjeu est capital : permettre aux élèves de construire leur propre identité. « Les enseignants et les éducateurs sont là pour aider les jeunes à trouver leur voie propre et les protéger de l'emprise de la normalisation et du conformisme », a détaillé l'intervenante. Et dans l'équation, les parents d'élèves élus au sein des établissements scolaires peuvent être moteurs pour impulser un changement des pratiques.



EN SAVOIR PLUS :
Internet fcpe.asso.fr



36737

C'EST LE NOMBRE

d'heures perdues pour les élèves, affichées sur le compteur de la FCPE nationale au 31 janvier 2022 sur son site ouyapacours.fcpe.asso.fr

3

DORDOGNE

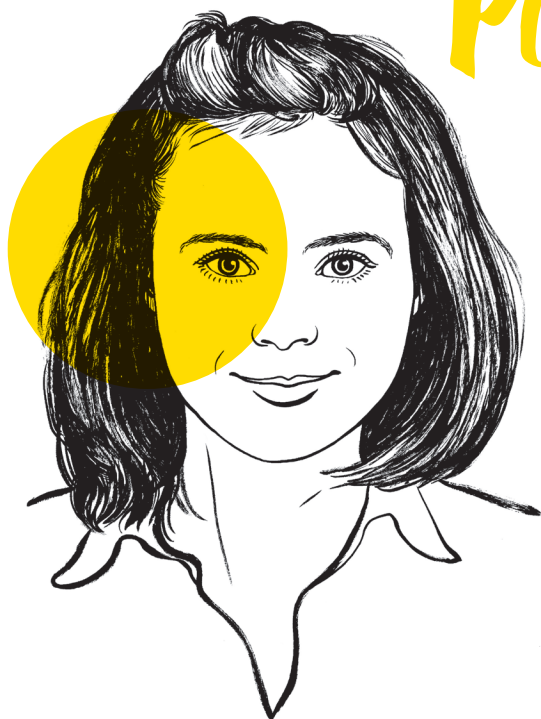
Les parents déposent une requête, le professeur remplaçant est trouvé !

Doit-on en passer par la judiciarisation pour obtenir gain de cause ? Il semblerait que les académies n'entendent pas raison sans la menace du tribunal... Exemple à Périgueux en Dordogne fin décembre. Pour contraindre le rectorat de Bordeaux à remplacer une enseignante en congé maternité – une absence prévisible qui plus est –, les parents d'élèves du lycée Bertran-de-Born ont déposé une requête en référé devant le tribunal administratif le mercredi 15 décembre en fin d'après-midi. Et le vendredi 17 décembre, soit deux jours plus tard, la direction de l'établissement scolaire notifiait aux élèves de première G3, via le logiciel Pronote, l'arrivée d'un enseignant de français lundi 3 janvier 2022.



EN SAVOIR PLUS :
Internet fcpe-cdpedordogne.fr

Portrait



Laure Grandbesançon, 35 ans, a créé, sur France Inter, le podcast Les Odyssées, pour les 7-12 ans. Un carton, puisque l'émission enregistre déjà plus de 15 millions de téléchargements.

Un don pour raconter les histoires

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

66

Sur les routes de la soie avec Marco Polo, à cheval dans les plaines du Far West avec Calamity Jane, dans la fusée Apollo 11 avec Neil Armstrong ou à la découverte du tombeau de Toutânkhamon... Voici quelques-unes des aventures que Laure Grandbesançon a racontées depuis juin 2019 aux jeunes auditeurs de France Inter. Le tout sous la forme d'une enquête haletante, où le ton enlevé et facétieux embarque très vite celui qui tend l'oreille. « Pour écrire chaque Odyssée, il y a d'abord une phase importante de documentation, explique-t-elle. Puis je construis le récit et je l'envoie à un spécialiste du sujet pour que ce soit "béton". Ensuite, on passe à la phase d'enregistrement et de mise en ondes dont se chargent les réalisateurs avec lesquels je travaille. » Un exercice sonore particulièrement soigné qui, profitant de « toute l'expertise de Radio France » (comme le précise la (ra)conteuse), donne encore plus de relief et de pep's au récit.

« J'ai grandi avec des récits d'aventure »

À l'origine, Laure ne se destinait pourtant pas à l'univers radiophonique. La jeune femme, qui a grandi à Marseille, voulait être comédienne. Alors qu'elle joue Hernani de Victor Hugo, elle est interviewée par une radio. « J'ai adoré parler dans un micro, dit-elle. C'était comme un truc magique. » Elle a 26 ans, elle envoie son CV à Radio France et y entre pour un stage d'été, auprès d'Eva Bester sur Remède à la mélancolie. De fil en aiguille, elle devient attachée de production, et « bourlingue » dans différentes émissions. Elle fait ensuite ses propres maquettes, jusqu'à ce qu'une séquence de récit d'aventure historique destiné aux enfants retienne l'attention de la direction. On est en juin 2019 et Les Odyssées démarrent. « Ça n'a pas été calculé, c'est comme si c'était arrivé du fond de moi », dit-elle. Il faut dire qu'étant petite, Laure a eu la chance qu'on lui raconte des histoires. « J'ai une grand-mère qui est née à Shanghai, et qui a vécu en Indochine, en Algérie, au Bénin, puis en France. C'était un destin singulier qui se retrouvait dans les méandres de la grande Histoire. J'ai grandi avec ce récit d'aventure qui a fait partie de mon ADN. »

Éclairer aux « bons endroits »

Quant à l'écriture, si particulière, qui fait de chaque Odyssée un objet unique, Laure sait d'où l'envie lui vient. « Quand j'étais enfant, je me souviens de moments où je ne comprenais pas des choses qu'on essayait de m'expliquer, dit-elle. J'ai le souvenir de m'être parfois sentie bête. Plus tard, j'ai compris que ce n'était pas que j'étais bête, mais plutôt qu'on ne me racontait pas la bonne histoire. » La « bonne » histoire, celle qui rend toute la complexité d'un événement ou d'un personnage historique, « sans la simplifier », mais « en l'éclairant aux bons endroits. » Lorsqu'elle rencontre ses (nombreux) jeunes auditeurs ou qu'elle lit leurs messages sur les réseaux sociaux, Laure se rend compte à quel point ses récits font mouche. « Les enfants sont très directs, les questions sont très franches. Ils me disent ça, j'ai aimé, ça, j'ai pas aimé. » De quoi peaufiner un travail toujours aussi pointu, original et captivant. Prochainement sur vos ondes ? Une expédition de deux navires anglais (le Terror et l'Erebus) disparus dans l'Arctique, le tour du monde en 72 jours de Nellie Bly, première femme grand reporter, l'attaque du train de la Banque de France par des résistants en gare de Neuvic en 1944, et les aventures de la fée Morgane, personnage de la légende du Roi Arthur. Beau programme.

99



EN SAVOIR PLUS :

Internet Les Odyssées sur franceinter.fr/emissions/les-odyssées